

SURÉVALUATIONS, SURFACTURATIONS ET AVENANTS À LA PELLE

La commande publique explose !

Sitôt révélés les récents scandales de corruption internationale où est impliquée l'Algérie, nombre de chefs d'institutions publiques et autre Parlement sont montés au créneau pour essayer de minimiser l'ampleur du désastre, voire de crier au complot (!), à l'acte isolé et/ou à la volonté des pouvoirs publics de lutter – enfin ! –, contre la corruption. Parmi ces chefs, le directeur général de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED, sous tutelle du ministère des Finances), organisme très peu connu, qui a tenu, il y a peu, une conférence de presse où il a notamment fait la promotion du «Guide de management des grands projets d'infrastructures» lancé en janvier 2010. Ce guide visiblement – au vu de l'inflation inédite des affaires de délinquance économique et financière – n'a pas servi à grand-chose et est arrivé bien tard. Nous publions ci-dessous quelques morceaux choisis de cette rencontre avec les journalistes.

L'Etat algérien est en train de prendre en charge de manière «rigoureuse» la maturation des études des grands projets par les maîtres d'ouvrage, a assuré le directeur général de la CNED. L'intervention de la CNED, qui consiste, depuis sa création en 2004, à offrir une assistance technique au service des maîtres d'ouvrage chargés des grands projets, à savoir ceux dont le montant dépasse les 20 milliards de dinars ou ceux dont l'impact socioéconomique s'avère important pour le pays, devient de plus en plus rigoureuse et généralisée, a-t-il souligné. Le cahier des charges du projet à réaliser contient un article précisant que le maître d'ouvrage ne peut pas s'engager dans le projet sans l'aval de la CNED, a-t-il ajouté. Cette «rigueur», évoquée avec insistance par ce haut fonctionnaire, se manifeste surtout par une application stricte du «guide de management des grands projets d'infrastructures», lancé par la CNED en janvier

2010. «Nous (CNED) n'hésitons pas à rappeler à chaque fois aux maîtres d'ouvrage les exigences contenues dans le guide en termes de maturation des études», a-t-il fait savoir. Le guide en question exige en fait que l'étude d'un projet prenne en compte tous les facteurs pouvant engendrer des coûts supplémentaires au projet. «Le maître d'ouvrage élabore souvent une offre financière et un délai de réalisation prévisionnels en croyant qu'il maîtrise tous les facteurs qui entourent son projet, la réalité est tout autre», a-t-il dit. C'est le cas de le dire : entre la prise en compte du guide et la réalité sur le terrain, il y a de multiples surévaluations, surfacturations et autres abus d'avenants, devenus systématiques pour tous les projets, que le coût initialement prévu est très largement revu à la hausse, surcoût souvent alimenté par les pratiques de corruption.

Feu vert pour les surcoûts jusqu'à 14% du montant d'un projet

Mais le nouveau guide exige que «tout» soit pris en compte, «quitte à consacrer huit ans d'études pour un projet qui sera réalisé en deux ans !», a précisé le chef de la CNED, pour qui «les difficultés rencontrées par les maîtres d'ouvrage, engendrant des réévaluations des autorisations de programmes, récurrentes et coûteuses pour le budget de l'Etat, sont en fait dues, pour une bonne partie, au manque de maturation des études des projets». Il se gardera de dire qu' hormis «en bonne partie», quelles sont les autres raisons qui sont derrière ces réévaluations systématiques. En plus, selon lui, «dès que la réévaluation dépasse 15% du montant du projet, le ministre de

tutelle est obligé d'aller justifier la hausse devant le Conseil des ministres». C'est une sorte de feu vert à surévaluer à tous les coups jusqu'à 14% du coût d'un projet ! Ce qui est déjà énorme. Et d'expliquer que «la CNED a été créée pour accroître l'efficacité de la dépense d'équipement, améliorer le processus d'évaluation et de suivi des grands projets d'infrastructures économiques et sociales ainsi que pour diversifier les sources de financement et optimiser le coût des grands projets. Elle procède ainsi à l'évaluation technique, économique et sociale des grands projets et au suivi de leur réalisation. Elle mène également une évaluation rétrospective de l'efficacité des dépenses publiques correspondantes et offre une assistance technique aux départements ministériels et autres maîtres d'ouvrage». Pour ce faire, «elle s'appuie sur une équipe interne et éventuellement sur des consultants étrangers en articulant ses activités autour de quatre pôles : la préparation-évaluation qui consiste à assister techniquement les dossiers de projets jusqu'à l'autorisation du placement, le suivi de la réalisation, l'évaluation rétrospective en plus de la documentation et la formation des personnels».

Des chiffres qui en disent long sur la mauvaise gestion des dépenses publiques

Toujours selon son directeur général, la CNED a suivi 59 projets de grandes infrastructures depuis 2005 pour un montant global de 4 186 milliards de dinars, soit 56 milliards de dollars. Ces projets, dont 44 inscrits dans le précédent quinquennat (2005-2009) et 15 dans l'actuel quinquennat (2010-2014), représentent 69% du programme national des grands projets d'investissement en cours de réalisation, estimés à 6 092 milliards de dinars (81 milliards de dollars), a-t-il. Sur sa lancée, il a affirmé que sur les 44 projets inscrits au titre du précédent quinquennat, 36 ont fait l'objet de réévaluation induisant des surcoûts de 39%, les montants étant passés de 2 625 à 3 655 milliards de dinars ! L'intervention de la CNED a permis une économie de 3,4 milliards de dinars sur le projet du stade de Baraki (Alger), a-t-il relevé dans ce sens, mais sans dire comment. Sur les 59 projets, 15 totalisant 1 780 milliards de dinars relèvent du secteur des travaux publics, soit 39% du montant global, 25 des transports

avec 1 138 milliards de dinars (27%), 10 projets du secteur des ressources en eau d'un montant de 685 milliards de dinars (18%) et enfin, 9 dépendant de l'aménagement du territoire et la construction pour une enveloppe de 583 milliards de dinars (16%), a indiqué le directeur général de la CNED. Quant au reste des grands projets, dont la maturation des études n'est pas suivie par la CNED, et dont le montant dépasse milliards de dinar, il a souligné qu'il s'agit de «grappes de projets» répartis à travers les wilayas mais qui sont indirectement dépendant des projets suivis par la CNED. Par ailleurs, il a fait savoir que le secteur des ressources en eau a été le premier secteur en termes de consommation des enveloppes financières qui lui ont été allouées pour la période 2005-2009, avec un taux de consommation de 75%, suivi par les travaux publics (71%) de ses dotations budgétaires au premier quinquennat et 26% au deuxième quinquennat. L'aménagement du territoire n'a consommé que 50% de son budget alors que le secteur des transports n'a pas dépassé les 36,5%, selon les chiffres de la CNED. La CNED devrait intervenir plus souvent pour informer l'opinion publique, et pas seulement de manière circonstancielle ou sur instruction de sa tutelle ministérielle. Elle gagnerait aussi à être plus accessible, notamment en rendant publiques ses coordonnées (adresse, téléphone), à créer un site internet (ou à le faire connaître s'il existe déjà, toutes nos recherches dans ce sens n'ont pas abouti) et surtout à être plus transparente en rendant publics ses rapports et ses études. Pour cela, il est évident que le décret exécutif n° 04-162 du 5 juin 2004 portant statut, organisation, missions et attributions de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (JO n°36 du 6 juin 2004) doit subir une révision qualitative, notamment à la lumière des dérives que subit la commande publique. Qui a décidé du montant de 20 milliards de dinars pour les projets à assister ? Et ceux de moins de 20 milliards de dinars ? Et les projets dans les wilayas, là où l'absence de maturation, l'incompétence, la gabegie, les avenants et autres violations du code des marchés publics sont monnaie courante ? Le gouvernement doit revoir la copie de la CNED de toute urgence : la commande publique explose dans tous les sens, la corruption avec.

Djilali Hadjadj

EN DÉPIT DE TOUTES
LES AFFAIRES DE CORRUPTION
QUI VIENNENT D'ÉCLATER
**Le gouvernement
considère que «l'Algérie
est un pays leader
en matière de bonne
gouvernance» !**

L'ambassadeur-conseiller auprès du ministre délégué des Affaires maghrébines et africaines, a estimé, mardi 12 mars 2013 à Sidi Bel-Abbès, que l'Algérie est «leader dans le domaine de la gouvernance en Afrique», et ce, en dépit de tous les affaires de corruption qui viennent d'éclater. De quelle Algérie parle-t-il ? Intervenant lors d'un forum de sensibilisation sur le «Mécanisme africain d'évaluation par les pairs», il a rappelé le rôle de l'Algérie dans la création du MAEP, de son élargissement et de sa crédibilité au fil des ans. A quoi a servi ce MAEP et quel est son bilan réel ? Et l'ambassadeur-conseiller d'oser ajouter que «l'Algérie est un pays leader dans plusieurs domaines en Afrique. Elle l'a été dans l'examen de conscience de l'Afrique jusqu'en 2008, qui a conduit à l'élaboration du Nepad. Elle l'est aussi dans la domaine de la bonne gouvernance». Le même orateur a rappelé que l'Algérie a concrétisé de nombreux projets, selon les normes internationales et à travers un système d'auto-évaluation : «Cet exercice d'auto-évaluation a été fait dans le cadre de la Commission nationale de gouvernance, installée en 2006, comprenant les représentants des syndicats, des organisations professionnelles, des partis politiques et des représentants de l'administration qui ont passé au crible ce processus d'auto-évaluation.» Quelle est la crédibilité de cette commission et de cette autoévaluation ? Il a indiqué que le rapport, élaboré en juillet 2012, a fait le point sur ces réalisations et leur impact sur les conditions économiques et la vie des citoyens.

Parmi les faits saillants de cette expérience, selon lui, il a cité la loi organique rendant opérationnel le droit politique de la femme, le renforcement du rôle du parlementaire ainsi que d'autres dispositions relatives à la Cour suprême, à la lutte contre la corruption dans les champs politique et économique. Justement le problème est là : ces dispositions (législatives et réglementaires) notamment en matière de lutte contre la corruption sont non seulement très insuffisantes par rapport aux instruments internationaux ratifiés par l'Algérie, mais sont très peu et/ou mal appliquées, et surtout avec beaucoup de retard.

D. H.

COUR DES COMPTES

Le Syndicat national des magistrats appelle à «la réhabilitation de cette instance constitutionnelle»

Les membres du Syndicat national des magistrats de la Cour des comptes ont réitéré, lundi 11 mars 2013 à Alger, leurs revendications concernant «la réhabilitation de cette instance constitutionnelle» chargée du contrôle de la gestion des dépenses publiques, notamment «en cette conjoncture que traverse le pays». «Il est inconcevable que les magistrats de la Cour des comptes soient écartés au moment où l'Algérie fait face à des scandales de corruption», a

indiqué à l'APS le président du syndicat, Zineddine Hareche, à l'issue des travaux de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la Cour des comptes. Il a qualifié la création de l'Office central de la répression de la corruption, inauguré récemment par le ministre des Finances, d'«humiliation aux magistrats de la Cour des comptes», d'autant que la mission de lutte contre la dilapidation des deniers publics qui a été confiée à la nouvelle

instance, compte en principe «parmi les missions des magistrats de la Cour des comptes». Suite aux «nombreuses demandes» soumises au président de la Cour des comptes et à la lettre adressée au premier magistrat du pays qui n'ont pas trouvé un écho favorable, les pratiques du président de la Cour des comptes et son administration seront «dénoncées» à travers les médias comme étant des «pratiques arbitraires», a souligné le président du syndicat. Il a ajouté que les magis-

trats de la Cour des comptes «ne peuvent accomplir pleinement leur mission dans les conditions actuelles en raison des pratiques de l'administration et la mauvaise gestion». La Cour des comptes compte actuellement quelque 100 magistrats financiers, un nombre qui reste «insuffisant» au vu du nombre des justiciables (ministères, administrations et établissements publics) estimés à 17 000, selon le président du syndicat.

APS

LE PARLEMENT DORÉNAVANT INFORMÉ DU COÛT ANNUEL DES SUBVENTIONS NON BUDGÉTISÉES

Et pourquoi pas l'opinion publique ?

Les deux chambres du Parlement seront informées par le gouvernement, dès la présentation de la prochaine loi de finances, du coût annuel des subventions dites implicites, actuellement non budgétisées, a indiqué mardi 12 mars 2013 à Alger le ministre des Finances. «Nous sommes en train de travailler actuellement au ministère des Finances pour quantifier ces subventions pour que la prochaine loi de finances permette au Parlement de prendre connaissance du montant des subventions non budgétisées», a-t-il ajouté, répondant à une question sur une éventuelle budgétisation des subventions indirectes. Ces montants ne vont donc pas être budgétisés mais affichés sur le budget à titre indicatif, a précisé le ministre en marge d'une conférence animée par des experts du FMI, de la Banque d'Algérie et des banquiers algériens. Les subventions implicites ou indirectes portent notam-

ment sur les prix de l'énergie (électricité, gaz, essence et gasoil) et du loyer, des prix qui ne couvrent pas les charges d'exploitation ou l'amortissement de la dette des entreprises ni leur développement économique, a expliqué le ministre. Le Trésor prend en charge ces montants, non pas à travers le budget, mais notamment à travers le rachat des dettes des entreprises publiques. Zeine Ould Zeidane, conseiller au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, a surtout invité l'Algérie à adopter «plus de prudence pour bien cibler les subventions en direction des populations les plus vulnérables». Les subventions dites implicites s'avèrent «trop coûteuses» pour l'Algérie, selon lui. L'électricité a profité de 2,13 milliards de dollars (quelque 150 milliards de dinars) de subventions, tandis que les carburants ont coûté 8,46 milliards de dollars (environ 650 milliards de dinars). Ces

subventions représentent, selon l'organisme onusien, 6,6% du PIB algérien en 2010. D'autres subventions, comme celles des prix des blés tendre et dur, du sucre, de l'huile et de l'eau dessalée, sont par contre budgétisées annuellement en Algérie. La dépense sociale budgétisée représente presque un quart du budget de l'Etat et 13% du PIB national. En incluant les subventions non budgétisées, ce taux atteindrait les 30% du PIB, selon certains experts. Le nonaccès à l'information sur le coût annuel des subventions dites implicites, actuellement non budgétisées, a trop perduré : rectifier le tir en direction des parlementaires est une décision positive mais insuffisante. Il faut élargir ce droit à l'information gouvernementale à tous les citoyens. En matière de transparence budgétaire, l'Algérie a accumulé un énorme retard.

D. H.